



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/74
2 février 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes

Onzième session
Genève, 8-14 mars 2007
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS
ADRESSÉES AU SECRÉTARIAT DE LA CNUCED***

Résumé

Le présent rapport est consacré à l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa dixième session. Il traite en particulier des travaux de la CNUCED relatifs aux politiques et aux mesures qui peuvent aider les pays en développement à attirer des investissements étrangers directs (IED) et à en tirer un meilleur parti, et à renforcer leurs capacités productives et leur compétitivité internationale. Ces travaux comprennent des analyses approfondies, la formation de consensus et des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. Ils sont notamment menés en étroite coopération et au moyen de programmes communs avec d'autres organisations internationales, régionales et nationales dont les activités concernent l'investissement et la technologie. Une information plus complète sur les activités de la CNUCED relatives à l'investissement, à la technologie et au développement des entreprises est donnée dans le rapport de la Division intitulé *DITE Activities Report 2006*, soumis à la Commission à sa onzième session.

* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus en raison de retards survenus dans la procédure.

INTRODUCTION

Recommandation: *La Commission se félicite de l'application par le secrétariat des recommandations adoptées à la neuvième session et prend note avec satisfaction des renseignements fournis dans le document intitulé DITE Activities Report 2005, qu'elle souhaiterait voir publier périodiquement.*

1. Conformément à cette décision, le secrétariat a établi la présente note en tant que contribution aux travaux de la Commission à sa onzième session. On y trouvera des renseignements sur l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa dixième session (TD/B/COM.2/71). Il y est question en particulier des travaux de la CNUCED relatifs aux politiques et aux mesures qui peuvent aider les pays en développement à attirer des investissements étrangers directs (IED) et à en tirer un meilleur parti. L'application par le secrétariat des recommandations adoptées à la dixième session est abordée de façon plus exhaustive dans le document intitulé *DITE Activities Report 2006*.

Recommandation: *La Commission note et encourage les efforts faits par le secrétariat pour agir en coopération avec d'autres organisations internationales et pour associer l'avantage comparatif de la CNUCED à celui d'autres parties intéressées et d'autres institutions de développement dans le cadre de partenariats.*

2. Le secrétariat a continué de réaliser des activités en collaboration avec un certain nombre d'organisations, dont le Groupe de la Banque mondiale (AMGI, CIRDI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Centre du commerce international (CCI), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), la Chambre de commerce internationale (CCI), la Japan Bank for International Cooperation (JBIC), le Secrétariat du Commonwealth, l'Organisation internationale de droit du développement (IDLO) et le China-Africa Business Council. Des activités ont également été réalisées en étroite coopération avec des ONG, dont l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA), la Consumer Unity and Trust Society (CUTS), l'Institut international du développement durable (IISD), le Centre international de commerce et de développement durable (CICDD), le Center for Applied Studies in International Negotiations (CASIN), le Small Economy Trade and Investment Center (SETIC), des institutions nationales (Ethos, Fondation dom Cabral, Fondation Friedrich Ebert) et des universités de pays développés et de pays en développement.

3. La CNUCED a également intensifié sa coopération avec diverses organisations régionales telles que la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et l'Organisation des États américains (OEA).

4. Depuis la dixième session de la Commission, le secrétariat a lancé plusieurs activités dans le contexte de partenariats, dont *L'Initiative Route de la soie* – partenariat entre le PNUD, la CNUCED et l'Organisation mondiale du tourisme, qui vise à renforcer la coopération et l'intégration régionales entre pays d'Asie centrale en matière de commerce, d'investissement et de tourisme. La coopération avec la WAIPA s'est traduite par un nouveau projet relatif au renforcement des capacités et au transfert de connaissances, qui intéresse les organismes de promotion de l'investissement de pays en développement et qui sera exécuté grâce à une

généreuse contribution de l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA). La récente réunion à New York, le 18 septembre, du Conseil consultatif pour l'investissement, lors de l'examen global à mi-parcours du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, a été l'occasion d'annoncer l'expansion du partenariat dans le domaine des relations interentreprises entre le programme correspondant de la CNUCED et le Groupe BASF, en faveur de pays lusophones. A également été annoncée à cette occasion l'expansion du partenariat avec la JBIC pour le financement de «livres bleus» en Afrique. Par ailleurs, la CNUCED s'est associée à l'EXIM Bank d'Inde et au China-Africa Business Council pour réunir un certain nombre d'investisseurs à Nairobi afin d'étudier les perspectives d'investissement. Le 6 octobre 2006, le Commonwealth Business Council et la CNUCED ont signé un mémorandum d'accord sur une coopération en matière de commerce et d'investissement au profit des pays en développement.

5. Dans le cadre de son programme sur les questions de propriété intellectuelle et de transfert de technologie, le secrétariat collabore avec le Secrétariat du Commonwealth, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Institut de la Banque mondiale à l'exécution d'un projet visant à développer la capacité de certains pays en développement d'améliorer et d'accroître leur production de médicaments essentiels. Dans le domaine de la science et de la technologie, le projet «Connect Africa», conçu en partenariat avec le Centre des technologies de l'information de Genève, a été mené à son terme au Lesotho, et des activités ont été engagées au Mali concernant une formation pratique spécialement adaptée d'ingénieurs et de techniciens des TIC. Différentes zones scolaires ont été rattachées à Internet et des centaines d'ordinateurs ont été fournis. Sous l'égide du réseau de centres d'excellence mis en place l'an dernier par la CNUCED grâce à un généreux financement du Gouvernement italien, plusieurs scientifiques africains (du Nigéria, du Soudan, du Mali et de la République-Unie de Tanzanie) ont été formés à l'Institut de recherche sur les maladies infectieuses et de développement de vaccins de l'Université du Cap. D'autres sessions de formation seront organisées en collaboration avec le réseau Trieste d'institutions scientifiques, notamment le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie. Enfin, la CNUCED et la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC) ont organisé pour la région africaine un atelier sur le rôle de la profession comptable dans le développement économique.

6. Concernant les accords internationaux d'investissement, le secrétariat travaille en étroite collaboration avec, en particulier, le secrétariat de l'APEC. Des travaux de recherche sur les différends en matière d'investissement ont été réalisés conjointement par les deux secrétariats et ont abouti à la publication de deux grandes études et à la conception d'une base de données; la CNUCED a participé à plusieurs réunions de l'APEC, et un séminaire a été organisé conjointement en coopération avec le Ministère mexicain de l'économie.

7. La CNUCED a achevé les activités conjointes qui avaient été programmées avec le Centre international de commerce et de développement durable (CICDD) sur les aspects relatifs au développement des questions de propriété intellectuelle actuellement examinées au niveau international. En 2006, ont ainsi été diffusées 12 publications et quatre livraisons du bulletin *Bridges* consacrées aux questions de propriété intellectuelle, et six débats ont été organisés. Les négociations ont commencé sur une nouvelle phase d'activités et de financement dans le cadre de ce partenariat à long terme.

I. QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE RELATIVES À L'INVESTISSEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT

Recommandation: *En tant qu'organisme du système des Nations Unies spécialement chargé des questions concernant l'investissement, le commerce et le développement, la CNUCED devrait continuer d'approfondir la connaissance de l'IED et du développement dans le cadre de ses travaux de recherche et d'analyse sur les investissements étrangers productifs, utiles et performants.*

8. Conformément à cette recommandation, le secrétariat a poursuivi son analyse approfondie des incidences de l'IED sur le développement, en vue d'aider les pays en développement à attirer avec profit des IED productifs, utiles et performants. Bon nombre de résultats de ces travaux ont été publiés dans le *World Investment Report 2006*, qui traitait plus particulièrement de la montée en puissance des IED des sociétés transnationales (STN) de pays en développement et de pays en transition, des incidences sur le développement de ces nouvelles sources d'IED, ainsi que des mesures que peuvent prendre les pays en développement d'origine et les pays en développement d'accueil. Ce thème a également été étudié dans une note intitulée «*New sources of FDI attracting attention from IPAs*».

Recommandation: *La CNUCED devrait poursuivre ses travaux statistiques et analytiques sur les tendances, sur la contribution au développement des pays en développement et des pays en transition, et sur les options de politique générale, y compris l'investissement direct à l'étranger en provenance des pays en développement, l'internationalisation des PME et l'IED dans le secteur des ressources naturelles. Dans le cadre de ces travaux, une attention particulière devrait être accordée aux besoins des PMA.*

9. La nouvelle collection intitulée «*Issues in FDI and Development*» vise à déterminer et à analyser les incidences sur le développement de questions concernant l'investissement, ainsi qu'à identifier les moyens d'optimiser les avantages potentiels des investissements étrangers directs dans tous les pays en développement, ainsi que dans les pays en transition ayant des besoins analogues. Le secrétariat a publié la deuxième étude de cette collection, consacrée aux moyens de mesurer les restrictions dans le secteur des services dans les pays en développement et les pays en transition.

10. Dans le contexte d'un vigoureux accroissement des IED dans le secteur des ressources naturelles, et comme demandé par la Commission à sa dixième session, le secrétariat a rédigé une note thématique intitulée «*Sociétés transnationales, industries extractives et développement: incidences sur les politiques*»; cette note a été examinée lors de la Réunion d'experts sur les IED dans le secteur des ressources naturelles (20-22 novembre 2006), comme il en sera rendu compte à la Commission. Les experts ont déterminé les principales questions liées à la présence de STN dans le secteur des industries extractives et ont examiné les incidences économiques, sociales et environnementales potentielles des investissements étrangers sur l'économie des pays d'accueil. Ils ont également examiné diverses options permettant de mettre à profit pour le développement les IED dans le secteur considéré.

11. Le secrétariat a continué d'accorder une attention particulière aux besoins des PMA. La livraison de 2006 de la publication «*FDI in LDCs at a glance*» a été officiellement présentée le 18 septembre 2006 à New York, en tant que contribution à la réunion de haut niveau

consacrée à l'examen global à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010. Outre les données habituelles sur les flux et les stocks d'IED, les fusions-acquisitions internationales et les grandes filiales étrangères et leurs opérations dans les pays les moins avancés d'accueil, cette livraison présente pour la première fois des données sur des projets d'IED de création de capacités. On y trouve également une information sur les organismes de promotion de l'investissement et sur l'évolution du cadre juridique international, ainsi que sur divers accords bilatéraux et institutionnels.

12. Outre le *World Investment Report 2006* consacré aux investissements directs à l'étranger des pays en développement et des pays en transition, le secrétariat a établi une publication intitulée «*Global players from Emerging Markets: Strengthening Enterprise Competitiveness through Outward Investment*», qui présente les débats et regroupe les monographies nationales présentées à la Réunion d'experts de la CNUCED sur le renforcement des capacités productives des entreprises des pays en développement par l'internationalisation (Genève, 5-7 décembre 2005). Quelques-unes de ces monographies ont servi à la rédaction du *World Investment Report 2006*: les investissements directs à l'étranger des pays en développement et des pays en transition: incidences sur le développement, et de la publication de la CEPALC en 2005 intitulée «*Foreign investment in Latin America and the Caribbean*». Le 16 novembre 2005, la CNUCED a organisé conjointement avec l'Autorité malaisienne pour le développement industriel un séminaire sur les investissements transfrontières et a participé à un certain nombre d'autres réunions dans la région de l'ANASE consacrées aux investissements à l'étranger des pays en développement, y compris la régionalisation des entreprises.

Recommandation: *La Commission prend note avec satisfaction de l'analyse et des renseignements contenus dans le World Investment Report 2006 et demande que les conclusions de ce rapport soient largement diffusées afin de contribuer à la formulation des politiques et au renforcement des capacités dans les pays en développement, y compris sous forme de notes d'orientation et de séminaires régionaux réunissant des décideurs et d'autres parties prenantes, et organisés éventuellement en coopération avec des organisations régionales. À cet égard, elle demande au secrétariat d'approfondir ses travaux de recherche sur les IED, sous l'angle de la productivité, et sur la manière dont ces investissements pourraient contribuer au renforcement de l'économie et au développement à long terme en allégeant les difficultés en matière de ressources et en évitant d'accroître l'endettement, en créant des emplois, en aidant à l'acquisition de nouvelles technologies et à l'établissement de liens avec le reste de l'économie, en simulant l'investissement intérieur ainsi que de nouveaux débouchés à l'exportation et en aidant à réduire la pauvreté.*

13. Le *World Investment Report 2006* (WIR) a été présenté dans 74 pays, dont 38 pays en développement, et a fait l'objet de plus d'un millier de communiqués de presse comptabilisés à la mi-novembre 2006. Pour accroître la diffusion et l'impact du rapport, des séminaires et ateliers régionaux ont été organisés à l'intention de décideurs de haut niveau de pays en développement, afin de faciliter la compréhension du rapport et d'en accroître l'utilité pour les décideurs. On peut notamment citer l'organisation d'ateliers régionaux et de réunions de réflexion en Amérique latine (Mexique, 8 et 9 avril 2006), en Afrique (Afrique du Sud, 24 et 25 avril 2006), et en Asie (Thaïlande, 11 avril 2006). La CNUCED a également participé à un certain nombre de conférences et de séminaires organisés par des institutions nationales, des organisations régionales et des associations universitaires, consacrés à la diffusion des

conclusions du rapport. On citera notamment la réunion de l'Association des banquiers de l'ANASE (ABA) à Singapour et le Forum sur l'investissement organisé lors du Sommet de l'APEC au Viet Nam, en novembre 2006, ainsi que la conférence annuelle de la European International Business Association (EIBA) à Fribourg en décembre 2006. Une page d'information sur le WIR 2006 et une note sur l'investissement traitant de la promotion par les pays en développement des investissements à l'étranger ont également été établies pour contribuer à la diffusion la plus large possible du contenu du rapport.

14. S'appuyant sur les travaux de recherche présentés dans le *World Investment Report 2004: The Shift towards Services* et en réponse aux demandes formulées par la Commission à ses précédentes sessions, le secrétariat a entrepris la rédaction d'une étude consacrée aux IED dans le secteur du tourisme. Dans le cadre d'un projet sur les IED dans le secteur du tourisme et leur contribution au développement, il a organisé, en avril et août 2006, un atelier pour divers pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, grâce à un généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. L'objectif était de réunir des chercheurs des différents pays pour engager une recherche originale sur les tendances et l'impact des IED dans le secteur du tourisme, les liens avec l'économie intérieure et les problèmes en matière d'intégration régionale. Cette initiative contribue ainsi à la création et au fonctionnement d'un réseau actif de chercheurs dans la région.

15. Pour intensifier ses travaux de recherche sur l'IED sous l'angle de la productivité, le secrétariat a convoqué une Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives (4-6 septembre 2006). Les experts ont évoqué la nécessité de placer le développement et l'utilisation efficace des capacités productives au cœur des politiques nationales et internationales pour promouvoir une croissance économique soutenue, la création de richesse et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Ils ont identifié un certain nombre de mesures fondamentales d'appui dans le domaine de l'investissement et du développement des entreprises pour faire face aux difficultés rencontrées par les pays en développement, et plus particulièrement par les pays les moins avancés.

16. Ils ont recommandé que l'initiative de l'Aide pour le commerce vise à intégrer l'investissement en tant qu'élément important, englobe des politiques de promotion du transfert de technologie et du développement des entreprises, et contribue à consolider les chaînes de production. Ils ont souligné la nécessité pour les responsables dans les pays en développement d'accorder plus d'attention au secteur des PME et de renforcer l'entrepreneuriat.

17. Une Réunion d'experts sur les meilleures pratiques et les options concernant la promotion de relations entre PME et STN a eu lieu à Genève, du 6 au 8 novembre 2006. La note thématique (TD/B/COM.3/EM.28/2) établie pour cette réunion s'appuyait sur les travaux de recherche de la CNUCED, sur des études de cas et sur l'expérience tirée de l'exécution de projets d'assistance technique dans ce domaine; le rapport de la Réunion porte la cote TD/B/COM.3/EM.28/3. Les débats des experts ont principalement porté sur le rôle des gouvernements, les principaux acteurs, les facteurs de succès, les meilleures pratiques, les options et les mesures de soutien nécessaires pour que des programmes opérationnels de relations interentreprises contribuent à renforcer les capacités productives dans les pays en développement et facilitent la croissance des entreprises locales.

Recommandation: *La Commission prend note des paragraphes 88 et 89 du Plan d'action de Doha, dans lesquels il est demandé à la CNUCED, au Président du Groupe des 77 et de la Chine et au Groupe spécial de la coopération Sud-Sud d'organiser périodiquement un forum sur les investissements entre les pays du Sud.*

18. En préparation de l'organisation d'un futur forum sur l'investissement entre les pays du Sud, le secrétariat a participé à diverses réunions, telles que la deuxième Conférence régionale sur l'investissement de la WAIPA, tenue à Sharm-El-Sheikh (Égypte), les 17 et 18 novembre 2006 et consacrée au renforcement des capacités des organismes de promotion de l'investissement et à l'élaboration d'une stratégie de promotion des investissements en Afrique et au Moyen-Orient. En mars 2006, il a organisé un forum de l'investissement à l'intention d'investisseurs indiens et chinois à la recherche de possibilités d'investissement au Kenya, forum qui s'est soldé par des résultats concrets en matière d'investissements. En juin 2006, le secrétariat a également contribué à l'organisation du premier forum de l'investissement sur la Route de la soie, auquel ont participé des responsables gouvernementaux et des chefs d'entreprise de Chine et de pays d'Asie centrale, et dont l'objectif était de promouvoir la coopération régionale et d'explorer les possibilités d'investissement dans la région. En décembre 2006, la CNUCED a organisé à Nanning (Chine), en coopération et avec le soutien financier du Ministère chinois du commerce, un séminaire sur la mobilité des agents économiques dans la sous-région du Bassin du Mékong, auquel ont participé des représentants du Cambodge, de Chine, de la République démocratique populaire lao, du Myanmar, de Thaïlande et du Viet Nam. S'appuyant sur des contributions des représentants du secrétariat de la CNUCED, les participants ont élaboré des propositions relatives à la mise en place d'un mécanisme de coopération pour la mobilité des acteurs économiques entre les pays de la sous-région.

19. En coopération avec le Commonwealth Business Council et le Département du commerce et de l'industrie de la République sud-africaine, la CNUCED coparraine le China-India-Brazil-Africa (CIBA) Business Forum 2007 (26 et 27 mars 2007). Ce forum traitera des perspectives commerciales et des perspectives d'investissement en Chine, au Brésil, en Inde et en Afrique et réunira des représentants de haut niveau de sociétés et des représentants gouvernementaux des quatre régions, ainsi que des représentants d'organisations internationales et des experts.

Recommandation: *Consciente de la nécessité de renforcer les capacités des pays en développement dans le domaine des statistiques de l'IED, la Commission demande au secrétariat de la CNUCED, en coopération avec les autres organisations compétentes et avec l'appui de partenaires de développement, d'intensifier la coopération technique dans ce domaine, y compris en aidant les pays en développement à renforcer la coopération régionale entre les institutions compétentes, en organisant régulièrement des réunions sur les statistiques de l'IED et la formulation des politiques et en évaluant les incidences de l'IED sur le développement, et d'étudier les moyens, y compris le renforcement des capacités, de faciliter la transmission au secrétariat de données sur l'IED et sur les activités des sociétés transnationales.*

20. Suite à cette recommandation, le secrétariat a redoublé d'efforts pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité dans le domaine des statistiques de l'IED. Des ateliers régionaux ont été organisés à cette fin, dont un atelier sur la compréhension et l'analyse des

statistiques de l'IED tenu à Bahreïn (1^{er}-5 mai 2006) pour l'Asie occidentale, auxquels ont participé des représentants de Bahreïn, d'Oman et d'Arabie saoudite. De telles activités ont contribué à améliorer les compétences des participants et leur compréhension des méthodes de collecte de données sur l'IED, d'analyse des IED et d'élaboration de politiques en la matière. Au niveau national, un cours de formation sur les normes internationales en matière de collecte de données sur l'IED a été organisé aux Maldives.

21. Au cours de la période considérée, le secrétariat a également établi une version révisée du *Manual of Statistics on FDI* de la CNUCED. Ce manuel proposera des solutions pour nombre de difficultés que rencontrent les pays en développement dans la collecte de données sur l'IED et devrait donc leur permettre de définir des politiques efficaces pour attirer avec profit des IED. Le secrétariat a aussi rédigé une note sur l'investissement intitulée «*Better data needed to assess FDI impact*», visant à sensibiliser la communauté internationale et les décideurs nationaux à l'importance de la question.

22. La CNUCED a continué d'aider les États membres à évaluer leur propre performance en matière d'IED en produisant et en diffusant des données sur l'IED et sur les activités des STN, en particulier sur un site Web spécifique (www.unctad.org/fdistatistics), où l'on trouve le profil de 112 pays, des notes d'information sur 187 pays et des données sur l'IED pour 80 pays.

23. La CNUCED a poursuivi et développé sa coopération avec d'autres institutions menant des activités dans ce domaine, en participant notamment à divers groupes de travail sur les statistiques. En particulier, le Groupe de travail sur les statistiques de l'IED dans la région de l'ANASE a réaffirmé cette recommandation formulée par la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes à sa dixième session, en l'incorporant dans son rapport 2006 soumis au Ministre de l'économie des 10 pays de l'ANASE. Il a également été rendu compte des travaux de la Réunion d'experts sur les statistiques de l'IED, ainsi que de ses recommandations, au Fonds monétaire international lors de la réunion du Comité de la balance des paiements du Fonds, à Francfort en octobre 2006.

Recommandation: *La Commission prend note du rapport de la Réunion d'experts sur les contributions positives des entreprises au développement économique et social des pays en développement d'accueil. Elle convient que la CNUCED devrait servir de cadre à un dialogue constructif entre les gouvernements, les entreprises et d'autres acteurs du développement pour que se dessine une vision commune du rôle des entreprises dans la stimulation du développement économique des pays d'accueil et de la compétitivité des entreprises locales, ainsi que de la manière d'élargir ce rôle. La CNUCED devrait en outre faire le bilan des meilleures pratiques commerciales et des mesures nationales (pays d'accueil et pays d'origine), et évaluer leur efficacité et leur impact et aider les pays à aborder les questions ayant trait au lien entre les contributions des entreprises et les besoins en matière de développement.*

24. En réponse à cette recommandation, le secrétariat a entrepris de faire le bilan des pratiques des entreprises qui contribuent au développement économique et social par le biais d'un questionnaire, d'activités de recherche et d'activités de coopération avec des partenaires compétents. Toutes ces activités aboutiront à l'établissement d'une base de données sur les meilleures pratiques, la création d'un site Web sur les contributions des entreprises au développement et des études sur les pratiques des entreprises et les mesures nationales. Il est

également prévu d'organiser une réunion spéciale de parties intéressées en coopération avec la société civile et de publier un certain nombre d'études de cas sectorielles sur les meilleures pratiques en matière de contribution des entreprises au développement.

Recommandation: *La Commission invite la CNUCED, en collaboration notamment avec le sous-programme concernant l'Afrique, à étudier les possibilités de soutenir les initiatives du NEPAD dans le domaine de la politique d'investissement.*

25. La Division a continué de collaborer avec le secrétariat du NEPAD dans différents domaines, notamment la promotion de l'investissement, les examens collégiaux, et la science et la technologie. Le processus d'examen de la politique d'investissement, qui revêt un caractère participatoire et renforce le dialogue entre tous les acteurs aux niveaux national et intergouvernemental, s'intègre bien dans les mécanismes du NEPAD. Le Secrétaire exécutif de l'African Business Round Table, M. Kwasi Abeasi, a participé à la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives tenue à Genève du 4 au 6 septembre. Fondée en 1990 par la Banque africaine de développement, l'African Business Round Table (ABR) sert de catalyseur pour le développement du secteur privé et réunit des responsables africains de sociétés et d'entreprises d'envergure internationale présentes dans diverses branches d'activité. L'ABR a été choisie par les chefs d'État africains pour superviser et administrer le Business Group du NEPAD. L'ABR a décidé de renforcer sa coopération avec la CNUCED pour améliorer les capacités productives des pays en développement de façon qu'ils puissent tirer profit d'une économie mondiale ouverte en produisant et commercialisant des biens et services compétitifs. L'ABR a souligné que la nouvelle initiative de l'Aide pour le commerce devrait s'attaquer aux problèmes de capacité de production qui ont une origine économique et proposer des solutions à d'autres difficultés rencontrées par les entreprises telles que coûts de production élevés, qualité insuffisante des produits, lenteur et imprévisibilité des livraisons. Le renforcement des partenariats secteur public-secteur privé était également un élément important du développement de relations interentreprises. Le Secrétaire exécutif du secrétariat du NEPAD, M. Firmino Mucavele, a participé à la réunion du Conseil consultatif pour l'investissement tenue le 18 septembre 2006 à New York, au cours de laquelle la Division et le secrétariat du NEPAD ont également envisagé de futurs domaines de coopération.

II. QUESTIONS RELATIVES AUX ACCORDS D'INVESTISSEMENT

Recommandation: *La Commission, consciente que les accords internationaux d'investissement continuent de proliférer et que cela rend difficile pour les pays en développement et les pays en transition d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques d'investissement à différents niveaux, convient que la CNUCED devrait servir de cadre principal dans le système des Nations Unies pour ce qui est des questions liées aux accords internationaux d'investissement et continuer de permettre à toutes les Parties intéressées de mieux comprendre ces questions et leurs aspects relatifs au développement, y compris ceux qui sont liés au règlement des différends entre investisseurs et États. Dans le cadre de ces travaux, une attention particulière devrait être accordée aux besoins des PMA.*

26. En tant que principal organe normatif en matière d'investissement international au sein du système des Nations Unies, le secrétariat a intensifié ses travaux de recherche et d'analyse pour suivre les tendances, identifier les nouveaux problèmes et les analyser dans une optique de développement. Trois nouvelles études de la collection International Investment Policies for

Development ont été publiées: *Investor-State Disputes arising from Investment Treaties: A review*, *International Investment Arrangements: Trends and Emerging Issues* et *Preserving Flexibility in IIAs: The Use of Reservations*. Elles ont été complétées par une étude sur les dispositions en matière d'investissement dans les accords d'intégration économique et par une analyse approfondie intitulée «Bilateral Investment Treaties 1995-2005: Trends in Investment Rulemaking» (à paraître). Cette année, quatre grandes questions concernant les accords internationaux d'investissement ont été abordées: questions systémiques concernant les accords internationaux d'investissement, faits nouveaux concernant les accords internationaux d'investissement en 2005, entrée en vigueur d'accords bilatéraux d'investissement, et règlement des différends entre investisseurs et États. Sur ce dernier thème, le secrétariat a en outre entrepris, en coopération avec l'APEC, la rédaction de deux études (*Investor-State Dispute Settlement and Impact on Investment Rulemaking: The Asia-Pacific Perspective* et *Alternative Methods to Treaty-based, Investor-State Dispute Resolution*) et a lancé une base de données en ligne sur des affaires en rapport avec des accords, contenant des informations sur différentes affaires ainsi que sur des questions de procédure et des questions de fond. Pour ce qui est des outils électroniques, la base de données sur des accords bilatéraux d'investissement (2 000 textes disponibles), la liste des pays liés par des accords bilatéraux et le répertoire ont été actualisés, et le réseau électronique d'experts des accords internationaux d'investissement (600 membres) a continué de diffuser une information et de permettre un dialogue sur un certain nombre de questions d'intérêt commun.

Recommandation: *La Commission demande à la CNUCED d'intensifier ses efforts de renforcement des capacités dans les pays en développement en vue de maximiser la contribution des accords internationaux d'investissement au développement. La Commission prend note avec satisfaction de l'évaluation approfondie de l'influence du programme de travail sur les accords internationaux d'investissement et des conclusions encourageantes qui ont été tirées quant à l'efficacité et l'impact de ce programme. Elle appelle à redoubler d'efforts pour soutenir les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, en gardant présentes à l'esprit les recommandations du rapport d'évaluation.*

27. La CNUCED a poursuivi ses efforts de renforcement des capacités dans le domaine des accords internationaux d'investissement au service du développement. Plusieurs activités d'assistance technique ont été organisées, principalement sous la forme d'activités de formation, de services consultatifs et de réunions techniques à l'intention de responsables gouvernementaux. Le second cours de formation de niveau avancé sur la gestion des différends en matière d'investissement pour l'Amérique latine et les Caraïbes a eu lieu à Mexico. Il a été précédé d'un cours préparatoire diffusé en téléenseignement sur les principaux problèmes rencontrés dans les accords internationaux d'investissement, en coopération avec TrainforTrade. Le secrétariat a également organisé des séminaires et ateliers de formation et a fourni des services consultatifs à différents États membres (Colombie, Égypte, Indonésie, République démocratique populaire lao, Maroc, Paraguay, République arabe syrienne et Uruguay) et à des organisations régionales (ANASE et COMESA). La coopération avec l'APEC a pris la forme d'une participation de la CNUCED à plusieurs réunions, à l'établissement d'études et au coparrainage d'un séminaire régional. Le secrétariat a également contribué à des cours et séminaires de formation organisés localement par l'Institut virtuel, le programme de cours au titre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok, le programme TrainforTrade et les Services consultatifs pour l'investissement et la formation, et des institutions partenaires

(Centre d'études pratiques de la négociation internationale, IDLO, Fondation Friedrich Ebert, OCDE, WAIPA).

28. Le rapport final d'évaluation de l'impact du programme de travail sur les accords internationaux d'investissement recommandait qu'une importance particulière soit accordée à la nécessité de renforcer les capacités en terme de gestion de l'arbitrage des différends entre investisseurs et États. Suite à cette recommandation, le secrétariat a organisé pour la deuxième année un cours régional de formation de niveau avancé sur la gestion des différends en matière d'investissement et prévoit d'organiser des activités similaires dans d'autres régions et dans d'autres langues. Il a également tenu des séminaires d'information et de sensibilisation (séminaire régional CNUCED-APEC sur le règlement des différends entre investisseurs et États, séminaire national au Maroc sur l'impact du règlement de ces différends sur la pratique en matière d'accords) et a fourni des services consultatifs à différents pays (en Égypte, différents modes de règlement des litiges, en Syrie, article du projet de loi sur l'investissement relatif au règlement des différends entre investisseurs et États). Il a mené des travaux de recherche (brochure sur la question du règlement des différends entre investisseurs et États, études CNUCED-APEC intitulées *Investor-State Dispute Settlement and Impact on Investment Rulemaking: The Asia-Pacific Perspective* et *Alternative Methods to Treaty-based, Investor-State Dispute Resolution*), et a publié chaque année une livraison du IIA Monitor, base de données thématiques sur des affaires de règlement de différends. Les activités se poursuivront en 2007.

29. La CNUCED reste la principale source d'information sur les accords internationaux d'investissement. Les travaux ont avancé sur le suivi des tendances et l'analyse des nouvelles questions qui se posent (deuxième génération d'études, suivi des accords internationaux d'investissement), compilation de données (accords bilatéraux d'investissement, accords de commerce préférentiel et d'investissement, règlement des différends entre investisseurs et États). En outre, le réseau informatique d'experts des accords internationaux d'investissement est devenu un outil effectif et économique pour l'échange d'informations et d'expériences et la conduite d'activités d'assistance technique. Tout cela a contribué à une plus grande diffusion auprès d'une audience la plus large possible de la documentation et des matériels relatifs au programme.

30. En 2005, la Commission avait demandé au secrétariat de la CNUCED d'évaluer les moyens pour les pays en développement de développer leurs capacités productives intérieures de médicaments essentiels en coopération avec des sociétés pharmaceutiques; en 2006, la CNUCED a reçu des contributions financières de l'Allemagne (BMZ) et du Royaume-Uni (DFID) et a pu commencer d'élaborer un *Stakeholders' Reference Guide to Intellectual Property and Related Policies*, qui sera utilisé pour mener des activités de renforcement des capacités courant 2007. En octobre 2006, la CNUCED a convoqué un séminaire spécial d'experts sur les accords de propriété intellectuelle: conséquences pour le développement des capacités productives de médicaments essentiels dans les pays en développement, qui a notamment été l'occasion d'annoncer la parution prochaine du *Reference Guide*.

III. EXAMENS DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT: ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES NATIONALES

Recommandation: *La Commission se félicite du programme relatif aux examens de la politique d'investissement et demande au secrétariat de redoubler d'efforts pour que les besoins et les priorités de développement des pays faisant l'objet d'un examen soient intégrés dans le programme et dans son mécanisme de suivi. Elle préconise un renforcement de ce programme afin qu'il soit possible de répondre sans délai aux demandes des pays intéressés et d'accroître l'assistance technique aux pays en développement dans le cadre des projets de suivi concernant la fourniture de conseils et le renforcement des capacités.*

31. Depuis la dernière session de la Commission, le secrétariat a finalisé l'examen de la politique d'investissement du Rwanda, qui portait sur des questions spécifiques à un pays dans une situation d'après-conflit. Après la présentation des principales conclusions et recommandations à la Commission économique de la Chambre des députés et au Sénat à Kigali en juin 2006, le rapport de cet examen a été présenté à la communauté internationale à l'occasion de la session du Conseil du commerce et du développement, le 3 octobre 2006, en présence de M. Bernard Makuza, Premier Ministre rwandais. M. Makuza a déclaré que l'examen de la politique d'investissement du Rwanda était «une importante contribution à l'élaboration de la politique nationale (rwandaise)», qui permettrait d'élaborer une politique de développement plus fiable, correspondant aux efforts du pays.

32. Les examens de la politique d'investissement du Maroc et de la Zambie seront présentés à la onzième session de la Commission. Dans les deux cas, des fonds ont été promis par des donateurs pour l'application de certaines recommandations. Le secrétariat finalise également les examens de la politique d'investissement du Brésil et du Nigéria. Cela portera le total d'examens réalisés à 22, dont 15 en Afrique. D'autres examens de la politique d'investissement en sont à divers stades de préparation – par exemple, ceux de la Mauritanie, du Viet Nam et de la République dominicaine.

33. Avec le concours du Gouvernement allemand, le secrétariat a pu mettre en place un mécanisme financier permettant de répondre rapidement à la demande formulée par le Gouvernement rwandais (l'examen de la politique d'investissement a été réalisé en moins d'une année) et d'engager des projets de suivi en matière de conseils et de renforcement des capacités. Cette expérience sera reproduite dans d'autres pays.

34. Pour pouvoir répondre rapidement aux demandes émanant de pays intéressés, le secrétariat a augmenté sa collection de «livres bleus» sur la promotion et la facilitation des investissements, établie en coopération avec la Japan Bank for International Cooperation (JBIC). Les livres bleus s'appuient sur des exemples de meilleures pratiques pouvant être appliquées en moins d'une année. À la suite de la publication des livres bleus pour le Cambodge, le Kenya, la RDP lao, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, un livre bleu pour le Ghana a été présenté en août 2006. Un autre livre bleu a été présenté en janvier 2007, concernant la Zambie, qui tient dûment compte de modifications récentes telles que l'adoption le 12 mai 2006 de la loi portant création de l'Agence zambienne pour le développement.

Recommandation: *Consciente que l'efficacité des examens repose sur l'application des recommandations, la Commission demande à la CNUCED de continuer d'apporter une assistance technique et un soutien en matière de renforcement des capacités qui soient à la mesure des besoins des pays en développement et d'évaluer régulièrement les progrès accomplis dans ce domaine. Elle invite la CNUCED à examiner le rapport intitulé «Strengthening the Development Impact of UNCTAD's Investment Policy Reviews» et à lui faire rapport à sa onzième session sur les domaines d'application qui correspondent au paragraphe 7 des présentes recommandations concertées et sur les domaines dans lesquels une mise en œuvre peut s'avérer utile.*

35. Depuis la dernière session de la Commission, le secrétariat a fourni une assistance technique aux pays en développement pour l'application des recommandations issues des examens. Il a également continué d'évaluer les progrès accomplis dans l'application de ces recommandations. Les résultats préliminaires sont régulièrement examinés à l'occasion d'ateliers nationaux. Suite à la présentation du rapport sur la mise en œuvre des recommandations de l'examen de la politique d'investissement de l'Égypte à la session de l'an dernier de la Commission, le secrétariat a établi un rapport analogue pour l'Ouganda, qui traite d'une stratégie de «grande poussée» en matière de promotion de l'investissement et de coordination des politiques; ce rapport sera examiné à la présente session.

36. Globalement et depuis la dernière session de la Commission, le secrétariat a fourni une assistance technique pour le suivi des examens à 11 pays – Algérie, Botswana, Colombie, Égypte, Kenya, Lesotho, Maroc, Nigéria, Ouganda, Pérou et Rwanda.

37. La Division a également continué d'aider les gouvernements en matière de promotion des investissements et de renforcement du rôle des organismes de promotion des investissements. Au cours de la période considérée, la CNUCED a fourni une assistance aux pays suivants:

- Chine – élaboration d'une stratégie d'investissement dans le secteur du tourisme dans les provinces occidentales de la Route de la soie, et formation de 25 représentants régionaux chinois au ciblage des investisseurs dans le secteur du tourisme;
- El Salvador – élaboration d'une étude consultative sur la promotion des investissements dans le secteur médical (équipements et tourisme médical) et mise en place d'un système de réglementation utilisant Internet;
- Éthiopie – amélioration de la gouvernance pour la promotion de l'investissement par le renforcement des capacités des organismes fédéraux et provinciaux, y compris la mise en place d'un système de réglementation de l'investissement utilisant Internet et la formation de responsables des organismes de promotion de l'investissement en Éthiopie et à l'étranger;
- Honduras – définition, avec le Gouvernement, des priorités pour la révision de la stratégie nationale de promotion des investissements, en commençant par une révision des incitations budgétaires, la mise en place d'un système Internet de réglementation et la formation de diplomates en poste à l'étranger;

- Kenya – assistance à l’organisme de promotion des investissements pour le ciblage d’investisseurs de pays en développement, avec l’organisation de forums de l’investissement à l’intention d’investisseurs chinois et indiens;
- Lesotho – rédaction d’une législation nationale sur les IED et réalisation d’une étude comparative sur les politiques d’immigration concernant le personnel expatrié des entreprises;
- Pérou – application d’une stratégie de ciblage des investisseurs dans le secteur agro-industriel;
- Mali – élaboration et présentation, à l’occasion d’un atelier national, d’un rapport consultatif comportant des recommandations en matière de bonne gouvernance pour la promotion des investissements et lancement de la mise en place d’un système Internet de réglementation;
- Serbie – élaboration d’une stratégie de promotion de l’investissement pour le Fonds de promotion des investissements de la Voïvodine;
- Bulgarie, Djibouti, El Salvador, Honduras et Russie – mise en place de systèmes Internet interactifs pour la promotion des investissements.

38. Des responsables de plus de 50 pays d’Afrique, d’Amérique latine, d’Europe du Sud-Est et de la CEI ont bénéficié d’une formation et d’activités en réseau par le biais d’ateliers régionaux et nationaux consacrés à la promotion de l’investissement, souvent en coopération avec la WAIPA. Une partie de cette formation présentait un caractère spécifiquement sectoriel, avec le ciblage d’investisseurs dans les secteurs du tourisme, des industries extractives et des industries agroalimentaires. Une formation a également été fournie à des diplomates de pays en développement. Depuis la dernière session de la Commission, plus d’une centaine de diplomates égyptiens, honduriens, indonésiens et marocains ont bénéficié ainsi d’une formation à la promotion des investissements par le biais du service diplomatique.

39. La CNUCED a convoqué une Réunion spéciale d’experts sur la promotion des politiques d’investissement, en particulier dans l’optique du développement (23 et 24 novembre 2006), qui a examiné les efforts que les pays déployaient, par l’intermédiaire de leurs organismes de promotion de l’investissement, pour susciter les changements nécessaires à une amélioration effective des conditions d’investissement nationales et attirer davantage d’IED, en harmonie avec les objectifs nationaux de développement économique. Les experts ont identifié les principes, les outils et les instruments ainsi que les meilleures pratiques permettant de promouvoir efficacement les changements politiques nécessaires, sur la base d’exemples nationaux, de l’expérience acquise à travers les programmes de la CNUCED et ceux d’autres organisations, ainsi que des contributions des participants.

40. Le secrétariat a examiné attentivement le rapport intitulé «*Strengthening the Development Impact of UNCTAD’s IPRs*» et a adopté un certain nombre des recommandations qui y étaient formulées. Si les examens de la politique d’investissement restent axés sur les IED, des efforts sont néanmoins faits pour promouvoir une certaine complémentarité entre investissements étrangers et investissements nationaux et permettre aux investisseurs locaux de profiter de

l'amélioration des conditions d'investissement – objectif fondamental des examens. Comme recommandé dans le rapport, une attention particulière est accordée aux incidences potentielles sur le développement des IED et à l'établissement de recommandations concrètes et rapidement réalisables, et à leur intégration dans la stratégie nationale de développement du pays et le contexte global de l'aide au développement fournie par la communauté des donateurs (DSRP, études diagnostiques sur l'intégration du commerce, Cadre intégré). Pour renforcer l'impact sur le développement des examens, des ressources financières sont généralement affectées dès le début du processus d'examen à une assistance technique de suivi. Les améliorations apportées au processus sont illustrées par les examens les plus récents, consacrés au Rwanda et au Maroc, et apparaîtront aussi dans les examens à venir de la République dominicaine, de la Mauritanie et du Viet Nam.

IV. RAPPORT DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION

Recommandation: *La Commission prend note avec satisfaction des lignes directrices en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise proposées par le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication et recommande que ces lignes directrices soient largement diffusées en tant que moyen facultatif d'améliorer l'information sur la gouvernance d'entreprise, afin de faciliter l'investissement et d'accroître la transparence et la stabilité des conditions d'investissement.*

41. Le Groupe de travail intergouvernemental d'experts (ISAR) a tenu sa vingt-troisième session du 10 au 12 octobre 2006, et celle-ci a été l'occasion d'examiner les résultats de l'étude réalisée en 2006 par la CNUCED sur la situation de l'information en matière de gouvernance d'entreprise. L'étude compare l'information publiée par 105 grandes sociétés de 70 pays avec les critères de bonnes pratiques définis dans le manuel intitulé *Guidance on Good Practices in Corporate Governance Disclosure*. Le secrétariat de la CNUCED s'est activement employé à diffuser ce manuel. Le 6 novembre, l'Institut égyptien d'administrateurs (EIOD), en collaboration avec la Société financière internationale (SFI), a accueilli une conférence sur le rôle de la transparence et de l'information en matière de gouvernance d'entreprise. Cette conférence, qui a réuni un certain nombre de grands chefs d'entreprise égyptiens et d'investisseurs internationaux, a été l'occasion de présenter les travaux de l'ISAR sur les bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise ainsi que l'étude *2006 Review of the Implementation Status of Corporate Governance Disclosure*. À sa vingt-troisième session, l'ISAR a également examiné des questions d'application pratique concernant les normes internationales d'information financière (IFRS) et l'information sur la responsabilité des entreprises. Ont participé à la réunion plus de 270 responsables venus de 80 pays.

APPENDICE

PUBLICATIONS DE LA DIVISION DE L'INVESTISSEMENT, DE LA TECHNOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

A. Documentation délibératoire

Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, dixième session

- Rapport de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes sur sa neuvième session
TD/B/COM.2/71
- Établissement de règles en matière d'investissement international: tendances, questions nouvelles et incidences
TD/B/COM.2/68
- Résumé des débats relatifs à l'examen de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation de la République islamique d'Iran
TD/B/COM.2/69
- Rapport intérimaire sur l'application des recommandations adressées au secrétariat de la CNUCED
TD/B/COM.2/70
- Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication sur sa vingt-deuxième session
TD/B/COM.2/ISAR/31
- Rapport de la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'IED: compilation de données et élaboration des politiques dans les pays en développement
TD/B/COM.2/EM.18/3
- Rapport de la Réunion d'experts sur les contributions positives des entreprises au développement économique et social des pays en développement d'accueil
TD/B/COM.2/EM.17/3
- UNCTAD Work-Programme on Capacity Building in Developing Countries on Issues in International Investment Agreements: Final In-depth Report
UNCTAD/ITE/IIT/2005/6
- Rapport de la Réunion spéciale d'experts sur la promotion des politiques d'investissement, en particulier dans l'optique du développement
TD/B/COM.2/AHM.1/3

**Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives, Genève,
4-6 septembre 2006**

- Le renforcement des capacités productives dans les pays en développement
TD/B/COM.2/EM.19/2
- Rapport de la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives
TD/B/COM.2/EM.19/3

**Réunion d'experts sur les IED dans le secteur des ressources naturelles, Genève,
20-22 novembre 2006**

- Sociétés transnationales, industries extractives et développement: incidences sur les politiques
TD/B/COM.2/EM.20/2

Réunion spéciale d'experts sur la promotion des politiques d'investissement, en particulier dans l'optique du développement, Genève, 23 et 24 novembre 2006

- Orientation des politiques pour la promotion de l'investissement
TD/B/COM.2/AHM.1/2
- Ordre du jour provisoire annoté
TD/B/COM.2/AHM.1/1

**Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement,
dixième session**

- Promotion de liens entre STN et PME en vue de renforcer la capacité productive des entreprises des pays en développement: une perspective stratégique
TD/B/COM.3/75
- Rapport de la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives des entreprises des pays en développement par l'internationalisation
TD/B/COM.3/EM.26/3

Réunion d'experts sur les meilleures pratiques et les options concernant la promotion de relations entre PME et STN, Genève, 6-8 novembre 2006

- Développer les relations interentreprises
TD/B/COM.3/EM.28/2
- Rapport de la Réunion d'experts sur les meilleures pratiques et les options concernant la promotion de relations entre PME et STN, Genève, 6-8 novembre 2006
TD/B/COM.3/EM.28/3

Commission de la science et de la technique au service du développement, neuvième session

- Rapport sur la neuvième session
E/CN.16/2006/4
- Report of the Panel on Bridging the Technology Gap between and within Nations
E/CN.16/2006/CRP.1
- Country Reports: Exchange of National Experiences in Bridging the Technology Gap between and within Nations
E/CN.16/2006/CRP.2
- Réduire la fracture technologique dans les pays et entre les pays
E/CN.16/2006/2
- Suite donnée aux décisions prises par la Commission à sa huitième session
E/CN.16/2006/3

CSTD Panel Meeting on Promoting the Building of a People-centred, Development-oriented and Inclusive Information Society, Paris, 6-8 novembre 2006

- Promoting the building of a people-centred, development-oriented and inclusive information society, with a view to enhancing digital opportunities for all people
- Information and Communication Technologies hype and unfulfilled promises
- Issues Paper: Promoting the building of a people-centred, development-oriented and inclusive information society, with a view to enhancing digital opportunities for all people
- Promoting the building of a people-centred, development-oriented and inclusive information society, with a view to enhancing digital opportunities for all people: Policy milestones and current strategies

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt-troisième session

- 2006 Review of the Implementation Status of Corporate Governance Disclosure
TD/B/COM.2/ISAR/CRP.3
- 2006 Review of the Reporting Status of Corporate Responsibility Indicators
TD/B/COM.2/ISAR/CRP.4
- Lignes directrices sur les indicateurs de la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels
TD/B/COM.2/ISAR/34

- Examen de questions relatives à l'application des normes internationales d'information financière
TD/B/COM.2/ISAR/33
- Examen de questions relatives à l'application pratique des normes internationales d'information financière: étude de cas du Brésil
TD/B/COM.2/ISAR/33/Add.1
- Examen de questions relatives à l'application des normes internationales d'information financière: étude de cas: Allemagne
TD/B/COM.2/ISAR/33/Add.2
- Examen de questions relatives à l'application des normes internationales d'information financière: étude de cas: Inde
TD/B/COM.2/ISAR/33/Add.3
- Examen de questions relatives à l'application des normes internationales d'information financière: étude de cas: Jamaïque
TD/B/COM.2/ISAR/33/Add.4
- Examen de questions relatives à l'application des normes internationales d'information financière: étude de cas: Kenya
TD/B/COM.2/ISAR/33/Add.5

B. Publications en série

- *World Investment Report 2006 – FDI from Developing and Transition Economies: Implications for Development* (UNCTAD/WIR/2006),
numéro de vente: E.06.II.D.11, ISBN: 92-1-112703-4, 16 octobre 2006
- Rapport sur l'investissement dans le monde 2006 – Vue d'ensemble (UNCTAD/WIR/2006(OVERVIEW)), 16 octobre 2006
- *World Investment Directory*
 - Developing Countries (à paraître)
 - West Asia (à paraître)
 - Africa (à paraître)
- *International Accounting and Reporting Issues, 2005 Review* (UNCTAD/ITE/TEB/2005/7), 1^{er} août 2006
- The Digital Divide: ICT Diffusion Index, 2005 (UNCTAD/ITE/IPC/2006/5), 10 mai 2006

- Transnational Corporations Journal:
Vol. 15, No. 1 (UNCTAD/ITE/IIT/2006/1), 1^{er} avril 2006
Vol. 15, No. 2 (à paraître)
Vol. 15, No. 3 (à paraître)

C. Publications isolées

- Activities Report 2005
(UNCTAD/ITE/2006/1), août 2006
- FDI in LDCs at a Glance: 2005/2006
(UNCTAD/ITE/IIA/2005/7), ISSN 1819-8937, 15 septembre 2006
- Asian FDI in Africa (à paraître)
A Survey of Support by Investment Promotion Agencies to Linkages, Advisory Studies No. 18 (UNCTAD/ITE/IPC/2005/12), 12 mai 2006
- La Promoción de Inversión Extranjera en las Regiones del Perú
(UNCTAD/ITE/IPC/2006/3), 1^{er} mars 2006
- Guidance on Good Practices in Corporate Governance Disclosure
(UNCTAD/ITE/TEB/2006/3), numéro de vente: E.06.II.D.12, ISBN: 92-1-112704-1, 13 juin 2006
- Global Players from Emerging Markets: Strengthening Enterprise Competitiveness through Outward Investment (UNCTAD/ITE/TEB/2006/9)
- The IPA as Policy Advocate: Shaping the Investment Climate (à paraître)
- Aftercare – A Core Function in Investment Promotion (à paraître)

Études de la CNUCED sur l'IED et le développement

- Measuring restrictions on FDI in services in developing countries and transition economies (UNCTAD/ITE/IIA/2006/1), numéro de vente: E.06.II.D.13, ISBN: 92-1-112707-6
- Globalization of R&D and Developing Countries, Proceedings of the Expert Meeting, Geneva, 24-26 January 2005 (UNCTAD/ITE/IIA/2005/6), numéro de vente: E.06.II.D.2, ISBN: 92-1-112694-0, 1^{er} avril 2006

Guides de l'investissement

- Guide de l'investissement au Mali
(UNCTAD/ITE/IIA/2006/2), 1^{er} septembre 2006

- An Investment Guide to Rwanda
(UNCTAD/ITE/IIA/2006/3), 3 octobre 2006

Examens de la politique d'investissement

- Investment Policy Review of Colombia
(UNCTAD/ITE/IPC/2005/11), 1^{er} janvier 2006
- Investment Policy Review of Rwanda
(UNCTAD/ITE/IPC/2006/11), numéro de vente: E.06.II.D.15, ISBN 92-1-112709-2, 1^{er} juillet 2006
- Examen de la politique d'investissement du Maroc
(UNCTAD/ITE/IPC/2006/16)
- Investment Policy Review of Zambia
(UNCTAD/ITE/IPC/2006/14)
- Investment Policy Review of Nigeria (à paraître)
- Investment Policy Review of Brazil (à paraître)

Livres bleus sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de facilitation de l'investissement

- Ghana (UNCTAD/ITE/IPC/2006/13), 8 août 2006
- Zambia (UNCTAD/ITE/IPC/Misc/2006/3), janvier 2007

Collection sur les politiques internationales d'investissement et de développement (deuxième génération)

- Investor-State Disputes Arising from Investment Treaties: A Review,
(UNCTAD/ITE/IIT/2005/4), numéro de vente: E.06.II.D.1, 1^{er} février 2006
- International Investment Agreements: Trends and Emerging Issues
(UNCTAD/ITE/IIT/2005/11), numéro de vente: E.06.II.D.3, 1^{er} avril 2006
- Preserving Flexibility in IIAs: The Use of Reservations
(UNCTAD/ITE/IIT/2005/8), numéro de vente: E.06.II.D.14, 1^{er} juin 2006

Études sur les accords internationaux d'investissement

- Investment Provisions in Economic Integration Agreements
(UNCTAD/ITE/IIT/2005/10), 13 juin 2006
- Bilateral Investment Treaties 1995-2005: Trends in Investment Rulemaking
(à paraître)

- Études CNUCED-APEC:

Investor-State Dispute Settlement and Impact on Investment Rulemaking: The Asia-Pacific Perspective

Alternative Methods to Treaty-based, Investor–State Dispute Resolution

Publiées sur CD-ROM, novembre 2006

Aspects relatifs à la technologie d'accords internationaux

- Transfer of Technology for Successful Integration into the Global Economy – A Case Study of the Salmon Industry in Chile (UNCTAD/ITE/IIT/2005/12), 1^{er} mars 2006

Publications du projet CNUCED-CICDD sur les droits de propriété intellectuelle et le développement durable

- The International Copyright System: Limitations, Exceptions and Public Interest Considerations for Developing Countries (Issue Paper No. 15), 1^{er} mars 2006
- Exceptions to Patent Rights in Developing Countries (Issue Paper No. 17, UNCTAD/ITE/IPC/2006/12), 1^{er} août 2006
- Intellectual Property Provisions of Bilateral and Regional Trade Agreements in light of U.S. Federal Law (Issue Paper No. 12, UNCTAD/ITE/IPC/2006/4), 1^{er} février 2006
- Utility Models and Innovation in Developing Countries (Issue Paper No. 13, UNCTAD/ITE/IPC/2006/6), 1^{er} février 2006
- Negotiating Health: Intellectual Property and Access to Medicines, Earthscan Publishers, janvier 2006

Relations interentreprises

- Deepening Development through Business Linkages (UNCTAD/ITE/TEB/2006/7), 1^{er} septembre 2006
- Business Linkages Programme Guidelines (UNCTAD/ITE/TEB/2005/11), 1^{er} juillet 2006

Notes sur l'investissement

- Better Data Needed to Assess FDI Impact, Investment Brief No. 2 (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2006/3), 15 mars 2006
- New Sources of FDI Attracting Attention from IPAs, Investment Brief No. 3 (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2006/6), 24 juillet 2006

- Developing countries are beginning to promote outward FDI, Investment Brief No. 4 (UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2006/5)

Bulletins de l'ISAR

- ISAR Update No. 7, 10 mai 2006 (UNCTAD/ITE/TEB/2005/8)
- ISAR Update No. 8, 19 mai 2006 (UNCTAD/ITE/TEB/2005/10)

IIA Monitors

- Systemic Issues in International Investment Agreements, No. 1, mars 2006, UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2006/2
- Developments in International Investment Agreements in 2005, No. 2, octobre 2006, UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2006/7
- The Entry into Force of Bilateral Investment Treaties (BITs), No. 3, octobre 2006, UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2006/9
- Latest Developments in Investor-State Dispute Settlement: Substantive Implications, No. 4 (à paraître)

Bases de données en ligne sur les accords internationaux d'investissement

- Base de données en ligne sur les accords bilatéraux d'investissement
- Liste des pays parties à des accords bilatéraux d'investissement
- Répertoire d'instruments relatifs aux investissements internationaux
- Base de données sur le règlement de différends entre investisseurs et États liés à des accords d'investissement (prochainement)
